

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret**

Guéret, le 12 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAVERON Philippe

76bis RUE DU CENTRE
23150 Lavaveix-Les-Mines

Références : 2026-02-12 UID232026-009r georisques

Code AIOT : 0003105200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement GRAVERON Philippe implanté 76bis RUE DU CENTRE 23150 Lavaveix-les-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVERON Philippe
- 76bis RUE DU CENTRE 23150 Lavaveix-les-Mines
- Code AIOT : 0003105200
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETS GRAVERON est déclarée au titre de la législation ICPE concernant la rubrique n° 2713 (transit de déchets de métaux) pour une superficie déclarée de 800 m². Plusieurs non-conformités ont été relevées durant l'inspection du 11 avril 2025. Par suite, l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2025 a mis M. GRAVERON en demeure de régulariser ces non-conformités, sous un délai de trois mois. A sa demande, l'exploitant a bénéficié d'un délai supplémentaire par l'autorité préfectorale, soit jusqu'au 19 décembre 2025. En présence de MM. GRAVERON, l'inspection du 28 janvier 2026 s'est inscrite dans un cadre de vérification de la bonne application des prescriptions de l'arrêté préfectoral précité.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative liée à l'activité exercée	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L. 511-2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats établis lors de l'inspection du 28 janvier 2026, il y a lieu que M. GRAVERON procède à la cessation d'activité de son exploitation au regard des dispositions mentionnées à l'article R.512-66-1 du Code de l'environnement et suivants, en fournissant notamment l'attestation prévue à l'article L.512-12-1 :

« I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R.512-66-3, l'attestation prévue à l'article L.512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. »

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative liée à l'activité exercée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L. 511-2
Thème(s) : Situation administrative, Classement de l'activité ICPE: transit de déchets de métaux
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L.511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : M. GRAVERON a fortement réduit son activité de récupération et de transit de déchets de métaux. En effet, suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 juillet 2025, la mise en conformité des installations (création d'une aire étanche de transit des déchets et mise en place d'un dispositif de traitement des eaux pluviales) s'avère trop coûteuse pour l'exploitant suite à des consultations de prestataires. Même réduite, M. GRAVERON poursuit son activité en conservant toutefois sur site 3 bennes de déchets de métaux servant au transit de déchets de métaux (soit 45 m ²). Il y a également lieu d'ajouter quelques ferrailles diverses répandues sur le site soit un total de 80 m ² (cf. photos en annexe). Au vu du seuil de déclaration lié à la rubrique ICPE n° 2713 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux), soit 100 m ² , il apparaît que les installations ne relèvent plus de la législation ICPE. <u>Une cessation d'activité au titre du Code de l'environnement est toutefois nécessaire (cf. § 2.3.).</u>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Annexe : planche photographique

